

DESPUES DEL INFORME

DEL JEFE DEL GO-
BIERNO DE LA RE-
PUBLICA, SR. GIRAL,
ANTE LA COMISION
DE LA O.N.U....

LA NOUVELLE ESPAGNE

Año II

Bulletin d'information

Núm. 18

Redacción y Administración:
10, RUE DES PYRAMIDES

Paris, 6 de junio de 1946

Precio del ejemplar: 5 Fr.

... LA SUBCOMISION
DEL CONSEJO DE
SEGURIDAD RECO-
MIENDA A LAS NA-
CIONES UNIDAS
LA RUPTURA DE LAS
RELACIONES CON
FRANCO

L'ENQUÊTE DU CONSEIL DE SECURITÉ DE L'O. N. U.

LE CHEF DU GOUVERNEMENT LEGITIME, M. GIRAL A FAIT UNE EXPOSITION TRES DOCUMENTEE SUR LES CRIMINELS AGISSEMENTS DU FRANQUISME

NEW-YORK. — Monsieur Giral, Président du Gouvernement républicain espagnol, a été entendu pour la deuxième fois par les membres du sous-comité du Conseil de Sécurité de l'ONU, chargé des affaires de l'Espagne. Et son entretien, qui a duré plus de deux heures, a été suivi avec beaucoup d'attention, non seulement par les membres du sous-comité, mais aussi par les journalistes représentant le monde entier, qui s'étaient rassemblés.

La presse américaine et les agences ont dédié une large place à la déposition de M. Giral. Les commentaires sont d'une façon générale très favorables et on estime que, effectivement, il est déjà temps de finir avec le régime anormal de l'Espagne tyrannisée par Franco.

On croit que le Sous-Comité du Conseil terminera cette semaine la tâche commandée par le Conseil de Sécurité. Mais en tenant compte des innombrables rapports qu'il a reçus, on s'incline à croire que, si bien que le Sous-Comité puisse donner comme étant fini le délai d'information, il ne pourrait rédiger son rapport, jusqu'au 10 ou 15 juin.

LES ACTIVITES ALLEMANDES EN ESPAGNE

Le Président Giral a déclaré que plusieurs Allemands occupent des postes-clés dans le régime de Madrid ; que la police espagnole et la police allemande sont entrelacées, que d'après des informations clandestines reçues par M. Giral, depuis le mois de février dernier il existe en Espagne une armée allemande déguisée. Il y a en Espagne des centaines d'écoles allemandes.

En réponse aux questions qui lui ont été posées, M. Giral a déclaré que plusieurs chefs et officiers de l'Armée et de la Marine allemandes, classés comme criminels de guerre, se trouvent en Espagne. Il a donné des noms, et parmi ceux des puissances satellites il rappelle Léon Degrelle. Ensuite, sur le « camouflage » des capitaux allemands dans l'industrie espagnole, M. Giral a donné une autre liste avec des détails financiers, et disant en même temps que le Département d'Etat à Washington en possédait une autre beaucoup plus complète.

pagne et un communiste. Les groupes ouvriers possèdent deux portefeuilles.

Parlant de son Gouvernement, M. Giral a affirmé avec force que le Gouvernement Républicain espagnol était légitime, parce qu'il était d'accord avec la Constitution espagnole.

M. Giral a suggéré que d'autres nations rompent leurs relations diplomatiques avec le Gouvernement de Madrid, et en ce qui concerne le Gouvernement espagnol qui serait établi, M. Giral a manifesté catégoriquement que son gouvernement ne cherchait pas la jouissance permanente du pouvoir, car ceci serait décidé par le peuple espagnol quand l'occasion de voter lui serait offerte, d'exprimer sa libre volonté, comme il se doit dans une démocratie et dans la légalité républicaine.

Dû à l'importance de ces déclarations qui ont eu un gros retentissement dans tous les cercles politiques et diplomatiques de l'Amérique du Nord on espère que tout le monde les considérera à leur juste valeur et à leur poids, en leur donnant le vœu que la justice, la véracité et les intérêts légitimes du peuple espagnol demandent.

car le fait que les Nations Unies soient en train de discuter sur l'affaire espagnole, prouve — en marge des faits trop connus — que le cas espagnol est une affaire internationale. Le Docteur Giral est sûr que le Général Franco et son régime tomberaient du pouvoir si on appliquait les sanctions prévues dans la Charte de San Francisco.

LE GOUVERNEMENT REPUBLICAIN ATTEND, PLEIN DE CONFIANCE, UNE DECISION DE JUSTICE

Après son entretien avec les membres de la Sous-Commission du Conseil de Sécurité, le docteur Giral a exprimé aux journalistes la confiance du Gouvernement espagnol dans la décision de l'ONU comme suite juste aux travaux effectués par la sous-commission.

Nous avons présenté notre rapport à la démocratie mondiale — a-t-il dit — avec la certitude que l'ONU ne légitimera pas un régime fasciste en contradiction avec les raisons qui ont poussé les Alliés à la guerre.

UN MEMORANDUM DE LAS SOCIEDADES ESPAÑOLAS DE LA ARGENTINA

EL CARACTER FASCISTA DEL REGIMEN DE FRANCO CONSTITUYE UN PELIGRO PARA LA PAZ DEL MUNDO

La Federación de Sociedades Democráticas Españolas de la Argentina ha formulado ante el Consejo de Seguridad de la ONU un amplio informe relacionado con los orígenes, desarrollo y actuación del régimen franquista y demostrando como su subsistencia entraña un evidente peligro para la paz del mundo. Uno de los aspectos estudiados con mayor detenimiento en este informe es el referente a la peligrosidad del franquismo que nace no del hecho de que se efectuen investigaciones sobre la energía atómica, no de que acumule tropas sobre la frontera pirenaica, no de que otorgue amparo y asilo a criminales de guerra, sino de su irremediable e inmodificable carácter fascista. Los gobiernos que han luchado contra el nazi-fascismo han denunciado la peligrosidad de esta doctrina y, por ello, han decidido que era indispensable, para construir la paz, destruir los núcleos fascistas que existiesen en el mundo. Uno de esos núcleos, es el único que subsiste ejerciendo el poder en un país, es el Gobierno de Franco. Lo es y no puede dejar de serlo, cualesquiera que sean los decretos que se publiquen en Madrid exclusivamente para satisfacer a la opinión exterior, no para la aplicación a la vida interna de España.

En el curso de las semanas últimas, cuando se acentuaba la campaña universal contra el franquismo, se llevaron adelante tres procesos, entre otros innumerables, en tierra española : por uno de ellos fueron condenados a largos años de presidio varios socialistas acusados exclusivamente de pretender reorganizar el viejo Partido Socialista Español ; por el otro, fueron sentenciados a muerte y ejecutados diez y siete supuestos autores de delitos comunes y reales autores de actos de oposición política ; por el tercero se han dictado quince condenas de muerte a sindicalistas acusados de pretender reorganizar la vieja Confederación Nacional del Trabajo. No es tan obtuso el régimen franquista que no comprenda que la divulgación de tales

no han podido evitar ni los procesos ni las condenas. Una de ellas fué la gota de agua que colmó la paciencia francesa y determinó el cierre de la frontera ; otra, dió motivo para que, en la Cámara de los Comunes, un miembro del Gobierno la calificara de "procedimiento repugnante" : la tercera está conmoviendo al mundo en estos días. Pese a que era fácil prever tan perjudiciales consecuencias para él, Franco ha llevado adelante los procesos y las ejecuciones. No está en su voluntad evitarlos, sencillamente porque la raíz de su régimen es fascista, y para dejar de ser fascista necesita ser desarraigado, lo que equivale a morir. Mientras haya franquismo, será un régimen fascista.

Se pretende confundir al pueblo

los pueblos anglo-sajones consideran democrático. Las dictaduras, con negación mayor o menor de las libertades públicas ; las imposiciones violentas de los movimientos revolucionarios ; los actos de fuerza en los gobiernos de los pueblos, no son hechos nuevos, pero son hechos distintos del hecho fascista. Una revolución, por ejemplo, puede negar el derecho de propiedad y organizar la economía de un país sobre principios distintos a los que nacen del régimen de propiedad privada ; el fascismo declarará que el régimen de propiedad es sagrado, pero despojará a quienes se le opongan. Una revolución podrá negar las libertades consagradas en la Declaración de los Derechos del Hombre y del Ciudadano.

ATOMIQUE

En ce qui concerne l'énergie atomique, M. Giral a dit que l'Espagne peut compter avec les matières premières nécessaires, l'énergie électrique et les techniciens allemands. Il a mentionné le fait de plusieurs Allemands envoyés en Espagne par l'Institut de Berlin « Kaiser Guillaume » le 2 mai 1945, peu avant la capitulation nazie. C'était Martin Bormann, le lieutenant de Hitler, qui l'avait ordonné.

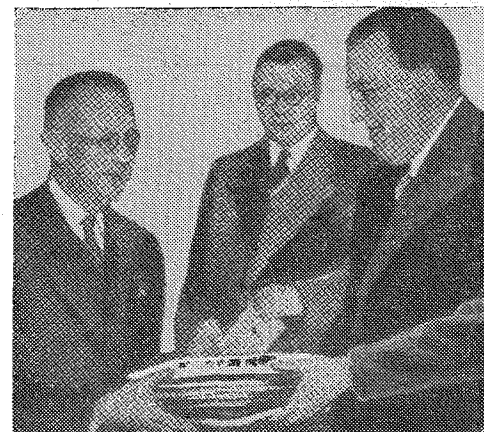
LES PERSECUTIONS CONTRE LES REPUBLICAINS ET CONTRE LES RELIGIEUX ENNEMIS DE FRANCO

L'intervention de M. Giral a été pleine d'émotion, au moment d'évoquer le régime d'oppression et de terreur que subit l'Espagne. Alors M. Giral, très ému, a commencé à lire un long rapport, en choisissant des passages d'une grande évidence.

Cent cinquante mille Espagnols sont obligés de se présenter journellement aux autorités franquistes. Dans les prisons de Madrid se trouvent quelque cinq mille personnes qui ont été condamnées à diverses peines et quelques centaines à mort. On y persécute encore les républicains, dont plusieurs sont pendus et d'autres sont fusillés par le dos sous prétexte qu'ils essaient de fuir. M. Giral a mentionné plusieurs sortes de tortures, que les autorités du régime emploient. Un Ministre du Cabinet Giral a été dans les prisons. On a condamné à mort des professeurs, des prêtres, notamment des Basques, et un archevêque qui avait protesté de la mort violente de certaines nonnes, fut privé de son poste actif. M. Giral a rappelé que de nombreux prêtres se trouvent en exil, notamment à Cuba, en Argentine, en France et en Belgique, ajoutant que ces prêtres n'ont pas été censurés par le Saint-Siège. Il a signalé que les persécutions en Espagne, depuis quelques semaines s'étaient accrues et qu'il existait un danger de guerre civile si les Nations Unies n'agissaient pas bientôt.

LE GOUVERNEMENT REPUBLICAIN EST LE SEUL GOUVERNEMENT LEGITIME

Interrogé ensuite sur le contenu idéologique du Gouvernement Républicain en exil, il a déclaré que son Gouvernement était composé de républicains d'Union Républicaine et de la Gauche Républicaine, de représentations basque, catalane et galicienne des groupes ouvriers et des indépendants. Il y a trois catholiques, deux membres venant d'Es-



El Jefe del Gobierno Republicano entrega los informes a la O. N. U.

L'INTERVENTION DES NATIONS UNIES

Finalment M. Giral a déclaré qu'il était désirable que les Nations Unies interviennent,

que nous possédons assez de force pour déloger Franco, mais nous voulons éviter à tout prix une autre guerre civile.

DECISIVO EXITO DIPLOMATICO DEL GOBIERNO DE LA REPUBLICA

LA SUBCOMISION DEL CONSEJO DE SEGURIDAD RECOMIENDA A LAS NACIONES UNIDAS LA RUPTURA DE RELACIONES DIPLOMATICAS CON FRANCO

" LA SUBSISTENCIA DEL FRANQUISMO ES UN EVIDENTE PELIGRO PARA LA PAZ DEL MUNDO "

Nueva-York. ... Toda la Prensa norteamericana publica casi íntegramente la información hecha pública por el Sub-Comité del Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas, encargada de investigar sobre la cuestión española. Información, anticipo del " rapport " más completo que a mediados de esta semana someterá oficialmente al Consejo de Seguridad, de acuerdo con el mandato que había recibido.

Con grandes titulares la prensa señala el hecho importantísimo de la unanimidad en las conclusiones de las cinco potencias encargadas del examen de los innumerables documentos recibidos, unanimidad que ha causado incluso alguna sorpresa en los propios medios oficiales de la O. N. U.

CALIFICACION DEL REGIMEN FRANQUISTA

Resumidas, las conclusiones aprobadas por unanimidad por los representantes de Australia, Brasil, Francia y Polonia, son las siguientes :

- 1.º. — REGIMEN ILEGAL. — Por sus orígenes, naturaleza, estructura y conducta general, el régimen franquista es, en realidad, un régimen fascista, remedo de la Alemania nazi y de la Italia fascista, instaurado en España gracias al apoyo armado de estos dos Países.
- 2.º. — SATELITE DEL EJE. — Durante la terrible guerra entre las Naciones Unidas y el fascismo italo-alemán, el régimen franquista ha colaborado con las potencias enemigas mediante una ayuda substancial. En apoyo de su tesis, el Sub-Comité cita el envío a Rusia de la División Azul, la ocupación de Tánger y el estacionamiento de fuerzas importantes en el Marruecos español.
- 3.º. — FRANCO DEBÍA ENTRAR EN LA GUERRA. — Numerosos documentos de una autenticidad incontestable prueban sin dejar lugar a dudas que Franco era cómplice de Hitler y Mussolini en la conspiración que ha hecho estallar la guerra contra las Naciones Unidas. Se ha probado que estaba decidida la entrada en guerra de la España franquista en el momento oportuno y de común acuerdo.

4.º. — LA GUERRA INTERNACIONAL COMENZO EN ESPAÑA. — La correspondencia cursada entre Franco, Hitler y Mussolini, demuestra plenamente que ambos consideraban que la guerra no había estallado en Septiembre de 1939, sino en el momento que comenzó la " revolución " franquista en España. La ayuda prestada a Franco por Hitler y Mussolini, era la resultante natural del plan general de agresión fascista contra las Potencias democráticas.

5.º. — FRANCO CRIMINAL DE GUERRA? — El intercambio de correspondencia entre los tres jefes de Estado, así como otros documentos alemanes concernientes a sus relaciones con la España franquista, constituyen pruebas contra Franco de una responsabilidad comparable a la que pueda recaer sobre aquellos que en el banquillo del Tribunal de Nuremberg se hallan acusados como criminales de guerra. Siguiendo la " ruta imperialista " italo-alemana, al mismo tiempo que se fraguaba la conspiración bélica, Franco preparaba una agresión territorial según demuestra el memorandum firmado por el Embajador de Alemania en España el 8 de Agosto de 1940. Franco exigía Gibraltar, el Marruecos francés ; la parte argeliana habitada por mayoría española y una rectificación de fronteras a su favor en Río de Oro y en las Colonias Españolas del Golfo de Guinea.

6.º. — COBIJO DEL FASCISMO SUPERVIVIENTE. — Al negarse a cooperar después de la terminación de la guerra, a la eliminación de los últimos vestigios del fascismo en Europa, el régimen franquista demuestra una vez más su condición fascista.

FRANCO EJERCE UNA BRUTAL REPRESION CONTRA SUS ADVERSARIOS POLITICOS

En el detenido examen que sobre todos los aspectos del problema español ha verificado la Sub-Comisión, al tratar de las relaciones entre el Estado franquista y los ciudadanos españoles, afirma que éste continúa practicando métodos de represión contra sus adversarios políticos por medio de una violenta "intervención policíaca" característica en los regímenes fascistas e incompatible con los principios que sobre el respeto a los

Derechos del Hombre y a las libertades fundamentales tienen estatuidos las Naciones Unidas.

Tratando del mantenimiento de importantes fuerzas militares, Franco — afirma el Sub-Comité — continúa rindiendo culto a la tradición y esencia de las dictaduras militares, que se mantienen a base de potentes ejércitos interiores prestos a reprimir cualquier intento de oposición interior.

FRANCO HA PRODUCIDO "FRICCIONES INTERNACIONALES "

Al examinar las circunstancias que han determinado el cierre de la frontera franco-española en primero de Marzo, la Sub-Comisión establece que, "es evidente que un estado de tensión ha sido creado y que en consecuencia la " fricción internacional " ha sido agravada extraordinariamente. Nadie puede dudar — añade — que la España de Franco podría convertirse de nuevo en un instrumento activo en una nueva guerra de agresión.

LA ESPAÑA DE FRANCO ES UN PELIGRO PARA LA PAZ

" La España actual — continúa — constituye también un peligro latente para la Paz, ante la existencia de los dos gobiernos españoles ya que ello crea las posibilidades de guerra civil que podrían provocar la intervención directa de otros países "

CONSIDERACIONES GENERALES

Después del estudio detallado de cada uno de los aspectos precitados, cuyas conclusiones para cada apartado ha presentado a título informativo, el Sub-Comité pasa a examinar la " solución jurídica que puede darse al problema de acuerdo con la Carta de las Naciones Unidas.

Fundándose sobre el hecho concreto y de acuerdo con las pruebas presentadas de que " ninguna ruptura de paz se ha producido, ningún acto de agresión ha sido probado y ninguna amenaza directa contra la paz ha podido ser establecida ", el Sub-Comité considera que el Consejo de Seguridad no puede pronunciarse por la aplicación integral del artículo 39 de la Carta.

Sin embargo, teniendo en cuenta que los hechos llegados a conocimiento del Consejo de Seguridad son extremadamente graves, obligando forzosamente al Consejo a que se pronuncie concretamente sobre el problema español, la Sub-Comisión estima que si no pudieran tomarse las medidas re-

clamadas por Polonia, puede en cambio efectuarse por el Consejo de Seguridad una INTERVENCION RESTRINGIDA, dentro de lo estatuido en el capítulo sexto de la Carta de las Naciones Unidas, ya que no existe discusión alguna en lo que respecta a la convicción y a las pruebas de que la cuestión española ha provocado ya "UNA FRICCION INTERNACIONAL".

La declaración franco-anglo-americana del 4 de marzo — informa el Comité — abre la posibilidad de una nueva política de las Naciones Unidas, con respecto a la España franquista, puesto que es indudable también que la subsistencia del régimen actual PUEDE AMENAZAR LA ESTABILIDAD DE LA PAZ Y DE LA SEGURIDAD INTERNACIONAL.

Ese estado de cosas, sitúa el problema español claramente dentro del artículo 36 del capítulo 6.º de la Carta, que permite al Consejo de Seguridad adoptar medidas reglamentarias de solución por medios pacíficos.

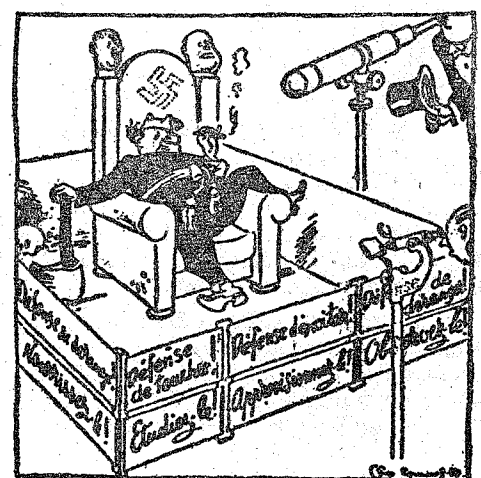
TEXTO DE LAS CONCLUSIONES

En resumen, el Sub-Comité presenta al Consejo de Seguridad de la O. N. U. las conclusiones y recomendaciones siguientes :

- 1.º. — La situación española es susceptible de poner en peligro el mantenimiento de la Paz y de la Seguridad Internacional, según los términos del artículo 34 de la Carta de las Naciones Unidas.
- 2.º. — El Consejo de Seguridad apoya los principios de la declaración de los Gobiernos de la Gran Bretaña, Estados Unidos y Francia.
- 3.º. — El Consejo de Seguridad transmitirá a la Asamblea General de las Naciones Unidas los documentos e informes de la Sub-Comisión acompañados de sus recomendaciones, y la Asamblea General ADOPTARA UNA RESOLUCION RECOMENDANDO A CADA MIEMBRO DE LAS NACIONES UNIDAS LA RUPTURA INMEDIATA DE RELACIONES DIPLOMATICAS CON EL GOBIERNO DEL GENERAL FRANCO.
- 4.º. — El Secretariado General de las Naciones Unidas tomará las medidas necesarias para comunicar sus recomendaciones a todos los miembros de las Naciones Unidas y a otros Estados interesados.

... correspondencia, invadirá nuestro domicilio, nos privará de la libertad sin explicación, nos lo quitará todo, desde el hogar a los hijos, sin que sea posible apelación alguna. Una revolución derogaría los viejos códigos, suprimiría unos delitos y crearía otros ; el fascismo dejará subsistente en su esencia la legislación punitiva, pero cínicamente la invertirá, y así podrá, como ha hecho y sigue haciendo Franco, fusilar y enviar a presidio, por el delito de "rebelión militar" exactamente a los que se opusieron a ella. El fascismo, en esencia, es la monstruosa inversión del régimen actual, porque la ley pasa a ser aplicada por los delincuentes, de donde resulta que son los criminales los que castigan a las personas honradas

El franquismo no ha dado un solo paso, porque no puede darlo, para modificar la esencia fascista de su régimen. Dice que ha creado Cortes, que ha dado garantías de independencia a la Justicia, que ha concedido libertad a la Prensa, que ha ampliado el derecho de manifestación. Todo ello es falso, con la única excepción del levantamiento de la censura para los despachos periodísticos destinados al exterior. No vamos a detallar las características de cada una de las supuestas concesiones de Franco a la opinión española, porque sería excesivo y no es necesario. Basta con que la U. N. compruebe de qué forma son designados los representantes en Cortes, qui facultades tienen y cómo actúan y de que manera cesan. Advertirá en el acto que todo ello ocurre exclusivamente por la libre y omnimoda voluntad de Franco, expresada de modo directo o de modo indirecto ; son representantes en Cortes quienes él elige y quienes han sido libremente designados por él para tal o cual cargo, y cesan cada uno de ellos y todos, cuando él lo dispone.



EL SATRAPA ESPAÑOL

NOTICIAS Y COMENTARIOS SOBRE ESPAÑA

LOS PRESOS POLITICOS SE FUGAN DE VARIAS CARCELES

Tres detenidos políticos, han conseguido escaparse de la cárcel provincial de Málaga, después de haber cavado una galería debajo de los muros de la prisión.

El día 12 de Mayo, se fugaron del penal de Cuelgamuros, en la provincia de Madrid, los antifascistas Gregorio Gimenez Ortega y Doroteo Blanco Sanchez, naturales de la provincia de Toledo, sin que los franquistas hayan podido volverles a encontrar.

En la noche del día 13 de Mayo, se fugó del depósito municipal de Sarrion (Teruel) donde estaba detenido, un soldado desertor del Ejército franquista.

LAS PERSECUCIONES EN EL PAIS VASCO

San Sebastián. — Dentro de unos días tendrá lugar el proceso incoado contra catorce patriotas vascos, que están detenidos desde hace un año, acusados de haber reclutado en España soldados para que engrosaran el batallón vasco que, encuadrado en el ejército francés, combatió contra los alemanes en su último reducto de la desembocadura de la Girona. Esta acusación es absolutamente falsa y ha sido urdida por la policía franquista para justificar con ella la persecución contra los enemigos del régimen. Durante la instrucción del sumario, los detenidos han sido martirizados por la policía y la guardia civil. El fiscal militar pide penas que oscilan entre los 12 y los 20 años de prisión, y entre los procesados figura un muchacho de 17 años de edad, para quien el fiscal solicita 16 años de prisión, y una mujer. Todos los inculcados pertenecen a familias vascas conocidísimas.

CLARIVIDENCIA. AHORA RESULTA QUE EL NUNCIO DESCONFIA DE LA PRETENDIDA CATOLICIDAD FALANGISTA

Madrid. — En una reunión de dirigentes de organismos católicos y de destacadas figuras de la Iglesia, recientemente celebrada en la Nunciatura, el Nuncio ha manifestado « que desconfiaba siempre del inflacionismo en lo temporal y mucho más, qué duda cabe, del que gira en torno de la catolicidad de España, porque nadie ignora, y es una verdad incontestable, que todos los inflacionismos acostumbran a degenerar en crisis. »

Sin duda, el Nuncio trata de adoptar precauciones encaminadas a neutralizar los efectos de la propaganda falangista y de los discursos del Caudillo que destacan como evidente la identidad de sentimientos y la solidaridad de acción que une al catolicismo con el falangismo.

EL FIN DEL TERROR

Los presos de la cárcel Modelo de Barcelona, que se hallaban sometidos a un régimen especial de castigo desde hacía más de 60 días, han hecho la huelga del hambre

Franco intensifica la represión

El «estraperlo» forma de gobierno

Lo que dice la prensa inglesa

tado de los Estados Unidos anuncia que el 6 de junio llegará a Bilbao un crucero americano para recoger doscientos nazis que deben ser repatriados a Alemania.

Aunque no se tiene seguridad de que los interesados se hallen en el puerto para embarcar, el Gobierno americano está decidido a llevar adelante los acuerdos de la O.N.U.

Se subraya que quedan todavía en España, para ser repatriados a Alemania, más de 1.100 generales, jefes y oficiales del ejército nazi, la mayor parte de ellos de S.S.; 715 funcionarios, muchos de ellos de Policía y Gestapo; 402 comerciantes, profesores y técnicos y 206 criminales de guerra.

FRANCO ORGANIZA LA REPATRIACION DE LOS EXCOMBATIENTES DE LA «DIVISION AZUL» PRISIONEROS EN ALEMANIA

Madrid. — La Secretaría de Información Diplomática del Ministerio de Asuntos Exteriores, publica una nota declarando que se ha llegado a un acuerdo entre las autoridades anglo-americanas de la zona de ocupación alemana y España, para que funcionarios diplomáticos franquistas recorran ambas zonas y organicen la repatriación de los súbditos españoles que se encuentran en esos sectores de Alemania.

Nosotros suponemos que esto permitirá que muchos elementos de la «División Azul» que se encuentran dispersos por Alemania puedan regresar a España sin ser inquietados. Estas facilidades anglo-americanas contrastan con las dificultades sistemáticas del gobierno franquista para entregar a los miles de agentes nazis alemanes que viven magníficamente en España.

FRANCO INTENSIFICA LA REPRESION EN MADRID SE PRACTICAN NUEVAS DETENCIONES, ENTRE ELLAS LA DEL SABIO PROFESOR D. ENRIQUE MOLES

UNA ENERGICA PROTESTA DEL EMBAJADOR BRITANICO

Madrid. — E los últimos días la persecución se ha incrementado. Numerosos funcionarios civiles y militares, sospechosos en cuanto a su adhesión a Falange, han sido conducidos ante los tribunales de honor y los Consejos de disciplina establecidos por el régimen, y castigados con la separación del ser-

ción con las acusaciones formuladas ante la O. N. U. sobre investigaciones atómicas llevadas a cabo en España por sabios nazis y de cuyas actividades tiene seguramente noticias el señor Moles.

LOS OBREROS DEL PUERTO DE PASAJES DECLARAN UNA HUELGA DE PROTESTA

Pasajes. — Los obreros del puerto se han declarado en huelga de brazos caídos, negándose a cargar un barco que debía transportar aceite de oliva, puesto que la población no recibe desde hace bastantes semanas las raciones contingentadas que le corresponden.

UNE PROTESTATION DES ETATS-UNIS AUPRES DU GOUVERNEMENT FRANQUISTE

L'ambassade des Etats-Unis à Madrid a formulé une protestation auprès du gouvernement espagnol contre le retard qu'il apporte à conférer au comité de contrôle allié les pouvoirs élargis qu'il lui avait promis.

Le gouvernement franquiste fait trainer en longueur, en prétextant des questions de procédure, les négociations relatives aux sujets et aux biens allemands en Espagne. Les dé-lais qui en résultent facilitent le camouflage. D'autre part, des précisions sur la situation des détenus politiques en Espagne ont été fournies aux Communes par M. Hector McNeil, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Il en résulte que depuis 1940 environ 200.000 prisonniers ont été relâchés conditionnellement.

A l'heure actuelle, il reste un peu plus de 40.000 détenus, dont 10.811 anciens combattants de la guerre civile.

Le gouvernement britannique a marqué aux ministres espagnols que l'opinion mondiale était fort émue par le fait que des civils étaient encore jugés par des cours militaires, et aussi par les traitements infligés aux prisonniers lors de leur arrestation.

M. McNeil a précisé que l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Madrid suivait de près la question.

COMENTARIOS DE LA PRENSA INGLESA

Londres. — Gran número de periódicos londinenses dedican lugar preferente en sus

UNE COMMISSION MILITAIRE ALLIE INSPECTE LA FRONTIERE ESPAGNOLE

Frontière des Pyrénées. — La Commission alliée composée par les attachés militaires des Ambassades anglaise de E.O. et du Brésil a dernièrement inspecté la frontière espagnole dans les secteurs basque et de Navarre, a visité aussi le secteur Seo d'Urgel - Puigcerda.

Le 17 mai la Commission arrivait à la Seo d'Urgel. On l'attendait depuis trois jours et bien avant son arrivée on travaillait activement pour camoufler les fortifications des alentours du circuit routier Puigcerda-Seo d'Urgel-Andorra. Des milliers de soldats furent employés à couper des arbres et des buissons pour cacher les casernes.

LA RECLAMACION BRITANICA

Madrid. El Embajador de Inglaterra cerca de Franco, Sir Victor Mallet, ha entregado una nota al Ministro de Estado del gobierno franquista, señor Martín Artajo, en la que expresa la enérgica protesta del Gobierno británico contra los malos tratos y las sentencias injustificadamente severas de que se hace víctimas a los presos políticos en España.

EL « ESTRAPERLO », FORMA FRANQUISTA DE GOBIERNO EN LA ESPAÑA FALANGISTA TODO SE VENDE, HASTA LA GUARDIA CIVIL

En el semanario de París « Diogene » se publica un reportaje redactado por Jean Larteguy, que ha estado en España, cuya frontera franqueó clandestinamente.

« Todo el que quiera — dice — puede traspasar la frontera con facilidad, porque basta pagar a los carabineros y a los guardias civiles la cuota estipulada para que hagan « la vista gorda », como vulgarmente se dice.

« Todo se compra actualmente en España. Incluso existe una tasa : un guardia civil, cien pesetas ; un oficial, 500 ; un secretario de gobernador, 2.000 ; un gobernador, de 5 a 10.000. Hasta se podrá comprar algún día al « Caudillo ». Hay que comprar todo en el « estraperlo ». Hace tres semanas que no se ha distribuido una sola patata. No dan más que 100 gramos de pan negro por día.

En el « estraperlo », las patatas cuestan 28 pesetas el kilo (330 francos) ; el arroz, 25 pesetas el kilo (300 frs.) ; el pan blanco, 28 ptas. el kilo (330 frs.) ; la mantequilla, 65 ptas. el kilo (750 frs.).

España es un país para ricos. No se quiere al pobre, a quien no se le da nada y de quien se sospecha siempre que es rojo.

Añade que hace cinco meses franqueó clandestinamente la frontera. Tuvo que ir por la montaña y esconderse. Fué detenido y estuvo cierto tiempo en las prisiones españolas. Esta vez ha llegado a Barcelona sin que sus zapatos se hayan manchado, puesto que apenas ha hecho un par de kilómetros.

DISPOSICIONES OFICIALES Y ANUNCIOS

Concesión de becas a los estudiantes

Reorganización de los servicios de bibliografía y archivos

Reglamento de la casa hogar de Méjico

SE HAN DICTADO POR EL GOBIERNO LAS SIGUIENTES DISPOSICIONES:

O.M. de Gobernación (Secretaría General de Prensa y Propaganda) organizando los servicios de Bibliografía y Archivo de Prensa, Folletos, Libros, etc., publicados en el exilio.

O.M. de Instrucción Pública reglamentando la concesión de becas a estudiantes españoles con residencia en México.

O.M. de Instrucción Pública aprobando el Reglamento establecido para el Colegio « Madrid » en México.

O.M. de Instrucción Pública aprobando el Reglamento para las Casas-Hogar, en México.

AVISO A LOS MUTILADOS DE GUERRA ESPAÑOLES NO PERTENECIENTES A LA LIGA

El Ministerio de Emigración de la República Española advierte a los mutilados de guerra españoles que no pertenezcan a la Liga de Mutilados de guerra, que deben dirigirse a sus oficinas, 21, Avenue Kléber, París XVI, a fin de que sean incluidos en el censo correspondiente y puedan participar de los beneficios acordados o que puedan acordarse por el Gobierno a quienes, por haber sido combatientes en nuestra lucha por la Libertad, se encuentran inutilizados total o parcialmente.

AVISO

A LOS OBREROS EN VIDRIO

Se encarece a todos los trabajadores emigrados españoles especializados en la fabricación de cristal tallado y trabajos artísticos sobre vidrio, a quienes les interesa trabajar en su profesión y especialización, con carácter cooperativo, se dirijan al C. N. del C.I.A.T.E., en París, o Delegaciones departamentales del mismo.

Mientras Franco esté en el poder, la guerra pasada no tendrá sentido

Todos sabemos cómo nació la guerra. Esta surgió por el choque de dos corrientes históricas que en el curso del tiempo se habían acentuado. Por una parte, era el respeto a la personalidad humana. Por otra, la negación de esta personalidad. Con ello luchaban dos corrientes opuestas. Para unos Estado era todo y el individuo nada. Para otros, el individuo está antes que el Estado. De ahí la gran lucha. En España aprendimos esta dura lección antes que otros pueblos ; fuimos la primera víctima de esta forma absurda de comprender la vida. En España chocaron primeramente estas dos concepciones opuestas y nació la guerra civil. La cobardía y la traición de ciertas supuestas democracias hicieron posible que Franco se encaramase en el poder de España. De lo contrario, nunca hubiera sido posible, y ; quién sabe si los acontecimientos del mundo hubieran sido otros ! Pero no fué así. Y España primero y el mundo más tarde, conocieron la tragedia profunda de una guerra que ha desbordado ríos de sangre.

Después las democracias rectificaron. Pero ya era tarde ; no se puede evitar lo inevitable. Y una guerra colosal y titánica conmovió los cimientos del planeta. Más tarde, después de días lúgubres y sangrientos, la tiranía que había entronizado a Franco en el poder, pudo ser vencida, ya que ésta quería ensombrecer el mundo. Los que hicieron posible que Franco se adueñase de España y terminase la libertad de un pueblo, fueron vencidos. La gran pesadilla del mundo desapareció. Pero Franco ha seguido en el poder. La contradicción es notoria : la guerra pasada no tiene sentido. Parece como si la guerra hubiera

Los presos de la Cárcel Modelo de Barcelona, que se hallaban sometidos a un régimen especial de castigo desde hacía más de 60 días, han hecho la huelga del hambre durante tres días para protestar del trato inhumano de que eran objeto por los carceres franquistas.

LA REPATRIACION DE « NAZIS »
RESIDENTES EN ESPAÑA
Washington. — El departamento de Es-

cuanto a su adhesión a Falange, han sido conducidos ante los tribunales de honor y los Consejos de disciplina establecidos por el régimen, y castigados con la separación del servicio activo.

En Madrid han sido detenidos diez militantes de los partidos republicanos, entre los cuales figuran tres ex-gobernadores civiles.

También se afirma que ha sido detenido el sabio catedrático de Química de Madrid, don Enrique Moles. Se relaciona esta deten-

COMENTARIOS DE LA PRENSA INGLESA

Londres. — Gran número de periódicos londinenses dedican lugar preferente en sus columnas a la detención en Madrid de los conocidos republicanos Ramón Yuste y Carlos Iglesias. Con este motivo insisten en la necesidad de resolver el problema español, ya que « el terror y la represión no podrán desaparecer mientras subsista la dictadura fascista ».

En un momento de tiempo en las prisiones españolas. Esta vez ha llegado a Barcelona sin que sus zapatos se hayan manchado, puesto que apenas ha hecho un par de kilómetros a pie. Los guardias civiles, que cinco meses antes le pusieron las esposas, le han hecho esta vez grandes saludos, puesto que estaba bajo la protección del dios « Estraperlo », más fuerte que todas las leyes y que todas las fés y más que el « caudillo » gobierna a España.

y terminase la libertad de un pueblo, fueron vencidos. La gran pesadilla del mundo desapareció. Pero Franco ha seguido en el poder. La contradicción es notoria : la guerra pasada no tiene sentido. Parece como si la guerra hubiera terminado a medias. O que todo ha terminado mal. Franco en el poder indica que la guerra sigue aún. ¿ No lo comprenden así las democracias ? ¿ Acaso Mussolini e Hitler hubieran permitido — si ellos hubieran sido los vencedores — que un país democrático subsistiese, una vez terminada la guerra ? Todos sabemos que no. ¿ Por qué se permite, pues, que un régimen análogo al de Hitler y Mussolini pueda perturbar la paz y la armonía del mundo ? Y aunque así no fuese, para tener la seguridad de que la guerra pasada tenía sentido y no era un capricho o un egoísmo de unos pocos. La dictadura de Franco debe desaparecer de España para que no sea un ludibrio de la humanidad y comience la verdadera paz.

Ahora aparece que las vidas inmoladas por tantos hombres y las ruinas humeantes de tantos pueblos no han sido más que las veleidades de unos pocos, sobre la miseria y la muerte de tantos millones de seres. Franco está ahí como un sarcasmo a tanta hecatombe. Es como una mofa y un escarnio al inmenso dolor de un mundo en llamas. Es como un desafío a los que supieron luchar y morir contra lo que él representa, ya que él es el continuador de la tiranía de Hitler y Mussolini. Franco representa la concepción del mismo crimen colectivo. ¿ No es todo ello una ofensa para el mundo de la democracia y de la libertad ? ¿ No hemos de creer que la guerra no ha tenido sentido y si lo ha tenido aún no ha terminado ?

Franco está por vencer. Cuando se le venza crearemos que la guerra que empezó en España y después ha seguido en el resto del mundo ha dado fin y a la vez comprenderemos el verdadero sentido que creíamos y creemos que tenía la guerra pasada, que era aplastar definitivamente al fascismo y que Franco es en estos momentos su auténtica representación.

ANDANZAS BORBONICAS

Don Juan propone a Franco el restablecimiento de una Monarquía teocrática... pero el tirano no cede

Don Juan, a quien los falangistas aplicaron el remoquete de « Juan tercero izquierdo », en razón del inusitado liberalismo con que aparentó surgir a la contienda política española, al lanzar desde Ginebra su primer manifiesto en Marzo de 1945, gime ahora el desconsuelo de su fracaso. Nadie prestó entonces oídos a sus llamadas, ni se dejó captar por sus intrigas, ni se creyó, como es natural, sus borbónicas promesas.

Franco, los falangistas y sus cómplices los generales traidores, le despreciaron igualmente. Pero Don Juan, hombre obstinado, que advierte con melancolía cómo se alejan todas las posibilidades de restauración monárquica a medida que se hace luz en el problema español y resplandece ante el mundo la justicia y la legitimidad de la República, no cesa en sus propósitos de rescatar el trono y sirviéndose de unos cuantos, muy pocos, partidarios y amigos, tantea, negocia, discute, escribe notas y contranotas al « caudillo » proponiéndole fórmulas conciliadoras de sus intereses recíprocos, modifica sus actitudes primitivas, acepta todo con tal de reinar.

El « chalaneo » no cuaja, sin embargo, en nada positivo. Franco no se aviene a dejar así, por las buenas, el trono de San Fernando, y rechaza de plano las sugerencias de D. Juan.

La última negativa es bien reciente. Don Juan, por medio de elementos tan caracterizados — y tan incursos en las responsabilidades de la guerra civil como los más destacados elementos de Falange — los señores Conde de Rodezno, Gil Robles y Sainz Rodríguez, había enviado al « caudillo » un proyecto para restaurar la Monarquía, que ellos llaman pomposamente « constitucional », mediante un plebiscito, proyecto que Franco se ha negado a admitir.

Basta examinar alguno de sus artículos fundamentales para formar un juicio acerca de lo que Don Juan planeaba instaurar en nuestra patria. En tal proyecto se declaraba que « Por razones de Estado y de paz social, no será permitido ni discutir no atacar las convicciones religiosas, la unidad de la patria ni la forma

de gobierno ». Es decir, la Monarquía aspira a entronizarse en España como régimen indiscutible, en el que se niegue a los ciudadanos todo derecho de crítica so-

bre el sistema político vigente, encuyéndose asimismo de todo examen libre las instituciones de la Iglesia, cuya influencia queda evidenciada al reconocer a la



DON JUAN lit son. manifeste aux Espagnols. (Des-sin publié par les journaux Suisses Mai 1945.)

Der spanische Kronprinz Don Juan tritt auf, um dem spanischen Volk zu sagen, dass er die Krone von Spanien wiederherstellen will. (Proklamation, die von der Kronprinzessin auf der spanischen Zeitung abgedruckt ist.)

Helo aquí. Este es don Juan, el pretendiente del trono de España. No el don Juan español, aunque por su aspecto cómico y afectado nos recuerda un tipo de opereta. Esta caricatura original de los periódicos suizos ha sido reproducida en el libro del periodista español Sánchez Boxa.

religión católica el carácter de religión del Estado.

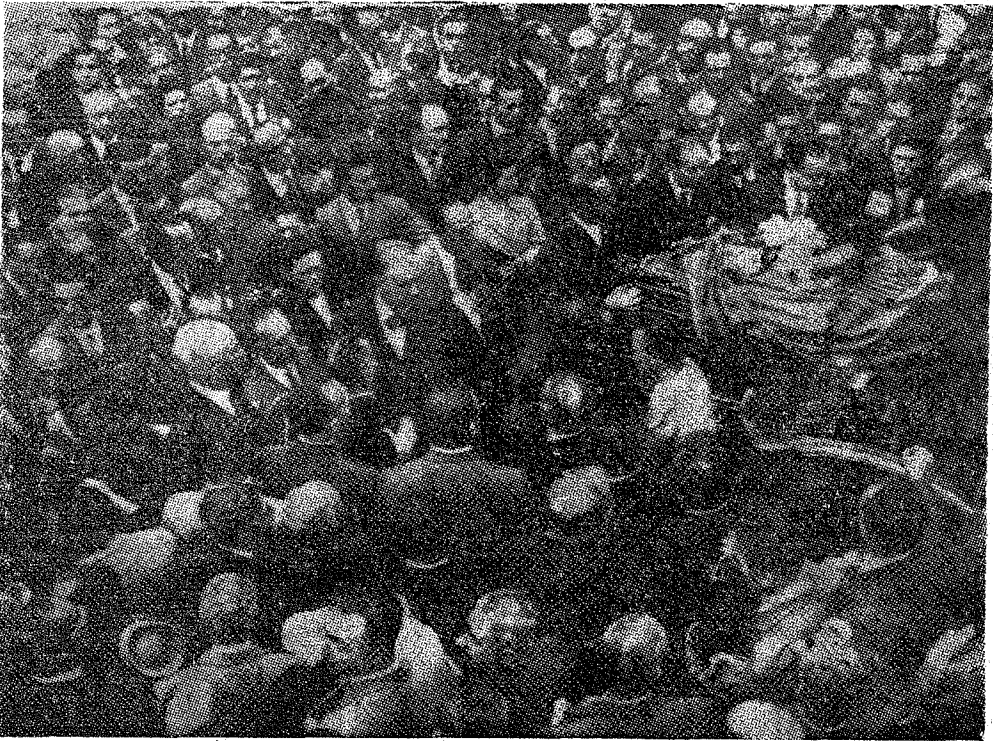
En la afirmación contenida en el primer artículo, clave del fracasado proyecto borbónico, va implícita la definición política, el título de Estado que Don Juan se proponía crear y que no sería otra cosa que una monarquía teocrática de signo autoritario, tan opuesta a la libre expresión de la voluntad nacional como la tiranía que sojuzga a España.

Resulta curioso el empeño de plebiscitar un régimen contra el cual toda oposición queda prohibida. Se trataba simplemente de imponer a los españoles una forma de gobierno que encubriera las graves responsabilidades contraídas por el Ejército, el alto clero y por las clases privilegiadas.

Aquí está el cínico proyecto de D. Juan que prueba bien claramente sus designios. A nadie puede caberle duda sobre los propósitos que la Monarquía ha alentado y alienta. No se aludía en ese proyecto a la suerte que D. Juan reservaba a Franco — que, evidentemente, sería uno de los más eficaces colaboradores del nuevo sistema —, ni se fijaba una posición con respecto a Falange, ni se aseguraba la libertad de los presos políticos, ni el retorno a sus hogares de los desterrados... Ese proyecto iba orientado en el sentido de que el monólogo, el sangriento monólogo español, continuase. Por eso se prohibía toda oposición y en consecuencia la libre reorganización de los partidos políticos no era tampoco autorizada.

Y así, de esta forma, sin enfrentarse con los adversarios políticos — que son la mayoría del país — pensaba la Monarquía « fabriar » un plebiscito para instalarse en el poder.

Naturalmente, no podía intentarlo de otra forma más que asfixiando el sentimiento popular, siendo la continuación del franquismo. Porque el texto de la proposición que comentamos no es sino una absoluta negación de la libertad del individuo. Don Juan se ha convencido de que jamás podrá reconquistar eso que él supone que es « su » feudo, por un procedimiento democrático ; por eso quiere llegar por caminos tortuosos. El auténtico pueblo español, repugna las posiciones ambiguas, los gestos claudicantes y las fórmulas híbridas y aunque se pretenda burlarle abusando de sus desilusiones y de sus fatigas, manifiesta su fervor por la única solución liberal que hoy es posible para establecer definitivamente y de verdad la convivencia entre los españoles, por la República, esto es, por la legitimidad, que no ha desertado.



EL ENTIERRO DEL SR. OSSORIO Y GALLARDO

En medio del homenaje popular más fervoroso, envuelto el féretro en la bandera de la libertad, es decir, en la bandera republicana, fué conducido el cadáver de don Angel Ossorio y Gallardo a su última morada. El gran patriota murió lejos de la patria. No le ha faltado, sin embargo, como simbólico tributo, un puñado de tierra española mezclada ya en su tumba a la fraterna tierra argentina.

La figura moral e intelectual de Ossorio y Gallardo, sobrevivirá a través de los años en la memoria de cuantos españoles amen y luchen y sepan sacrificarse por España.. Como ha dicho don Augusto Barcia, el espíritu de Ossorio « continuará proyectando luz y claridad en las rutas de la democracia universal ».

En el emocionante y grandioso acto del entierro se puso de manifiesto la huella profunda que en el corazón de todos cuantos supieron de la vida y obra del gran español, ha causado su muerte.

CRONICAS • REPORTAJES • CRITICA

HORARIO

Decíamos ayer... y hoy

Decíamos ayer, decimos hoy y diremos mañana : España necesita afianzar una democracia. Una democracia cierta y positiva. Una democracia nacida de las entrañas del pueblo. Sin ella la vida española nunca se afianzará. Y decimos la vida, porque al concepto de la democracia unimos lo más vital de nuestro país. No vale decir que un pueblo vive, si éste se desgarró en un drama interior. Un pueblo vive cuando su existencia es normal. Hasta ahora la vida del pueblo español ha sido una existencia atormentada. Una tragedia continua, que se ha sucedido de generación en generación. Y eso no es vida. Es, a lo más, una vida agónica, que mata la vida continuativa de un pueblo, que es tanto como decir el no vivir. Y los pueblos tienen que vivir una vida que normalice la existencia de los seres que la componen.

Y España sólo puede entrar en esa normalidad — que es la prosperidad y el progreso de un pueblo — por medio de la democracia. Pero esta democracia hemos de constituirla nosotros mismos. De nadie más que de nosotros depende que esta democracia sea posible. La mayoría de los españoles amamos la democracia. Todos o casi todos odiamos la dictadura y la tiranía. ¿ Pero hemos hecho todo lo posible para evitarla ? ¿ No la hemos provocado muchas veces ? No basta llamarse demócrata, ni parecerlo. Hay que comportarse como tal. Y los hombres se comportan como demócratas cuando son transigentes, cuando son tolerantes. Si no lo somos, la tiranía se halla no muy lejos de nosotros. Porque el que ama la democracia odia todas las dictaduras, incluso la suya personal. El que así no lo comprenda, es un demócrata a medias o un farsante o fariseo de la democracia.

Nuestro fanatismo, nuestra intransigencia y nuestra pasión nos han acarreado grandes daños y tremendos trastornos. Quien ha sido víctima, en primer lugar, ha sido España y, con ella, el pueblo español. Nosotros no concebimos España sin el pueblo. En esto nos diferenciamos profundamente de la reacción española. Para ellos, España es el pasado. Para nosotros, es el presente y el porvenir de nuestro pueblo. Para nosotros, España no es una metáfora histórica, sino un pueblo de carne y hueso, que piensa y sufre y que tiene que vivir. Un pueblo de hombres que han de vivir su vida. Y vivir dentro de ese pedazo del planeta que se llama España. Cada pueblo vive su vida. El nuestro — nuestro pueblo — ha de vivir la suya. Pero para que viva, tiene que convivir. Sin convivencia, no hay vida posible. Ni biológicamente, ni políticamente. Políticamente, queremos decir civilmente. Ya que política quiere decir ciudad o reunión de hombres dentro de una misma civilización, que es nuestra cultura genuina, por la que formamos parte del patrimonio de la humanidad.

Si así lo comprendemos, la democracia — nuestro único bien — será posible. Sin convivencia no hay democracia y sin democracia no hay progreso ni libertad en España. Este progreso y esta libertad deben ser nuestros deseos más caros. Pero lo que falta ahora es esa comprensión y esa tolerancia de las cuales hablaba anteriormente. Una y otra son las causas de nuestra convivencia. Si hemos de vivir en España, hemos de comprendernos los unos a los otros. El respeto mutuo es anterior a la ayuda mutua. No hay ayuda si no hay comprensión. El pueblo se comprende. ¿ Por qué no lo hacen los mismos dirigentes ? ¿ No es de ellos la mayor responsabilidad de este odio que nos ha desgarrado en oleadas de sangre y ha sido el veto más formidable para nuestro progreso ? Por eso, todos debemos aprender a tolerarnos. Si no lo hacemos, hemos de creer que amamos la tiranía. Pero como no es así, que todos la odiamos, es por lo que hemos de poner por nuestra parte todo lo posible para que el pasado no se repita. España, nuestro pueblo, necesita vivir. Vivir en el trabajo, vivir en el bienestar de nuestra propia riqueza. Todas las opiniones son buenas si éstas no atacan o dañan a la democracia. Si así lo hacemos, España se levantará, vivirá una vida próspera al lado de los demás pueblos de civilización moderna, y el pueblo español disfrutará del bienestar material y cultural que otros pueblos disfrutaron y que nosotros no hemos podido alcanzar por nuestras divisiones.

SAN JORGE Y EL DRAGON

IMPACIENCIA, PERO NO DESCONFIANZA

No es precisamente que los grandes movimientos históricos procedan de las ideas, aunque de las grandes ideas han nacido muchos de ellos. El idealismo hegeliano, en lo que toca a la historia, adjudica a las ideas un papel más amplio y más profundo. Para Hegel, el mecanismo de la historia no es otra cosa que un sistema de piezas regido por leyes psicológicas — tan fijas e inexorables como las leyes físicas — cuyo significado puede ocultarse bajo apariencias falsas, en los hechos a que dan lugar.

Fué Hegel quien dijo aquello de que los movimientos históricos y las ideas « se determinan mutuamente ». Como Hegel no era poeta, sino filósofo, no acertó a formular lo que otro genio, que era las dos cosas a la vez, Goethe, supo decir en una bella frase : « el amor mueve los astros ». Imagen poética, complementaria en cierto modo, del idealismo hegeliano.

En definitiva, lo que advertimos siempre que examinamos con atención eso que se llama « historia », es el mismo resplandor misterioso, la misma clave espiritual que palpita en el hombre : la conciencia.

Si la historia no obedeciese a esta brújula, la historia carecería de sentido. Su sentido, su razón de ser, su ejemplaridad, su finalismo — o, si lo preferís, su providencialismo — entrañan la realidad de una conciencia. En su campo gravitatorio actúan las fuerzas históricas ni más ni menos que las que mueven los astros en el espacio cósmico. Son el mismo universo, el moral y el físico, porque no hay más que uno como indica su nombre...

Para el sentir corriente, esta verdad no necesita explicaciones. Todo el mundo cree que las cosas ocurren por algo, y califica a este algo de bueno o de malo, con arreglo a las normas de la moral común.

Las guerras, las revoluciones, los regímenes políticos, todos los accidentes de la vida de los pueblos quedan así marcados con un signo positivo o negativo. El criterio general no suele errar en estos juicios. Y menos aún el de las minorías finas y cultas.

Consecuencia de ello es que la calificación alcance también a las naciones. A algunas se las considera como verdaderas depositarias de esos altos valores morales cuyos momentos de crisis ponen en peligro a la civilización entera : Inglaterra es el más vivo ejemplo de nuestros tiempos de

ritus y el instinto seguro de los pueblos la conceden como salvaguarda de los grandes principios. Francia figura a su lado a este respecto desde 1789. Los Estados Unidos, por su parte, entraron en la historia enarbolando la misma bandera.

Pero Inglaterra, la vieja Inglaterra, se anticipó a todas las Naciones al ofrecer a Europa, como prenda de su voto, la cabeza de su propio rey. Hace tres siglos, Inglaterra conquistó con sangre y heroísmo el derecho a erigirse en portaestandar de la justicia porque empezó por hacerla en sí misma y para sí misma. Un siglo antes había defendido, con las armas en la mano, el libre examen, y al hundir los galeones de la Invencible, hundía con ellos el fanatismo religioso.

Es natural que el corazón de los liberales de ayer y de hoy sienta amor por Inglaterra. Y que nunca desconfíe de que, antes o después, pero al final con decisión inflexible, salga por los fueros de la conciencia y castigue el crimen contra la libertad donde quiera que este se halle.

Esta convicción profunda de todos los espíritus libres se hizo más viva en el curso de la pasada catástrofe. Inglaterra era la luz y guía en medio de la más negra noche de la historia. Las fuerzas del mal no podían triunfar de las del bien. Ahí estaba para impedirlo, como siempre, Inglaterra con su escudo y su espada frente al diabólico dragón...

El entusiasmo universal por la victoria retumbó de nuevo en todos los oídos. Sus ecos se oyen aún y se seguirán oyendo durante mucho tiempo. Sin embargo, la obra no está terminada. El dragón no ha muerto todavía. Sólo le queda un aliento de vida, pero lo bastante tóxico y espeso para envenenar cuanto le rodea.

La dictadura de Franco no ha perecido por desgracia. Este régimen, el más caracterizado representante del crimen absoluto contra la conciencia humana, no sólo contra la conciencia histórica, subsiste y persiste acurrucado y siniestro en un rincón del mapa. He aquí un hecho que los liberales de España y los de cualquier parte del planeta no aciertan a comprender. No aciertan a comprenderlo — esto es todo — aunque no hayan perdido por ello su fe tradicional en la vieja Inglaterra. ¿ Es tan grande el crédito de confianza que ella ha merecido siempre ! Los corazones liberales podrán mostrarse a

LERIA

Exaltación de la palabra

« Menos palabras y más hechos », dicen a menudo las gentes, comentando con escepticismo la declaración de un hombre público o el discurso de un agitador, de un parlamentario o de un estadista.

Injusta esta prevención contra la palabra, errónea esta supuesta dualidad u oposición que quiere establecerse entre la palabra y el hecho. Palabra y hecho, sobre todo en política, se funden y se confunden. Son una sola y misma cosa. Y lo han sido desde el comienzo del mundo, cuando según las Escrituras, « el espíritu de Dios flotaba sobre las aguas ». « In principio erat Verbum ». Al principio era el Verbo. Y del Verbo, de la Palabra nacieron y surgieron todos los hechos y todas las cosas. El Verbo en sí es un hecho. El hecho inicial y creador por excelencia.

Esto, que es una verdad filosófica, teológica y mística, ¿ cómo habrá de dejar de serlo en el terreno de las realidades políticas ? ¿Cuál es el hecho supremo en la política si no la palabra, oral o escrita ?... Ella es la expresión del pensamiento, el vehículo que transmite las ideas y los sentimientos, la que define las actitudes, la que marca las normas, la que determina y fija las conductas, la que alecciona a los pueblos, la que contiene a los tiranos, la que estimula y critica al que gobierna, la que mantiene atencioso y alerta al gobernado, la que elogia y censura, la que empuja y detiene, la que atemoriza y alienta, la que amnistía y condena, la que crea y destruye, y destruyendo crea de nuevo... Todo esto, y más, es la Palabra, pongámoslo así, por esta vez, con la mayúscula que cumple a su jerarquía.

¡ SIEMPRE LA PALABRA !

« Menos palabras y más hechos ». Cuando se trata de palabras vacías, bien que se les ponga un dique. Pero no confundamos las palabras y la palabra. En el fondo de toda transformación evolutiva o violenta, de toda renovación, de toda revolución no hay sino una palabra, una palabra creadora como en el Génesis. Los hechos más trascendentales de la política, una insurgencia, una abdicación, un golpe de Estado, unas elecciones, un referéndum... ¿ qué son sino una lucha de palabras, en el fondo una pugna entre un sí y un no ? Y la suma revolución que anuncian los mesías de la nueva era social, ¿ qué es sino una palabra ?... La palabra de un pueblo harto de injusticias que un día avanza y dice : ¡ Basta ! He aquí toda la gran revolución en una palabra.

Porque intuitivamente saben esto, todos los dictadores acometen con saña contra la palabra y ciegan sus manantiales, secando vidas, o tratan de impedir su curso por me-

tinias). Cuando la palabra es libre la tiranía no puede vivir.

Nuestro esfuerzo por derribar la dictadura se fundamenta en esta palabra : REPUBLICA.

¿ Y qué esperamos del mundo sino la palabra — una sola palabra — que con su virtud derrumbe la ilegalidad del régimen franquista...

EL CULTO A LA PALABRA — 1793 AL PRINCIPIO FUE EL VERBO

Las grandes civilizaciones rindieron culto delicado a la palabra. Quien quiera informarse del casi religioso respeto que inspiraba a los atenienses lea, por ejemplo, el libro IV (Les Révolutions) de « La Cité Antique », de historiador tan serio y sobrio como Fustel de Coulanges.

Y el que repase a Michelet advertirá que en varios momentos de la Revolución Francesa, de que es narrador y comentarista inimitable, la palabra y la acción son visiblemente una misma cosa. Así en Agosto-Septiembre de 1792 con Danton y Robespierre.

« Danton fué en ese momento sublime la voz de la Revolución y de Francia. En él encontró ésta el corazón enérgico, el pecho fuerte, la actitud grandiosa que podían expresar su fe. Que nadie diga que la palabra es poco en tales momentos. PALABRA Y ACTO ES TODO UNO. La potente, la enérgica afirmación que levanta los corazones es una creación de actos ; lo que ella dice, lo hace. La acción es aquí la esclava de la palabra ; viene dócilmente detrás como en el primer día del mundo. Dios dijo, y el mundo fué. (Historia de la Revolución Francesa — Libro VII — Cap. II).

Y más adelante, en el Cap. IV del mismo libro :

« Robespierre dijo audazmente que él no había hecho nada el 2 de septiembre. En hechos, nada, es verdad ; pero en palabras mucho, Y AQUEL DIA LAS PALABRAS ERAN HECHOS ».

Las palabras, cuando no son palabras huecas o vanas, cuando responden a un pensamiento sincero son siempre hechos.

No repitamos, pues, con el vulgo — todos somos vulgo en algunas ocasiones, aun los más cultos, aun los más distinguidos — no digamos con el vulgo « menos palabras y más hechos ». Hablar es hacer. El Verbo es, en definitiva, acción. « Al principio fué el Verbo ». Y porque el Verbo fué al principio, pudieron ser después todas las cosas.

Repitamos las palabras que el poeta puso en boca de Teresa de Avila :

« Dicen que palabras son — aire y que el aire las lleva — pues a mí, dame... : pala-

que hemos de poner por nuestra parte todo lo posible para que el pasado no se repita. España, nuestro pueblo, necesita vivir. Vivir en el trabajo, vivir en el bienestar de nuestra propia riqueza. Todas las opiniones son buenas si éstas no atacan o dañan a la democracia. Si así lo hacemos, España se levantará, vivirá una vida próspera al lado de los demás pueblos de civilización moderna, y el pueblo español disfrutará del bienestar material y cultural que otros pueblos ya disfrutaban y que nosotros no hemos podido alcanzar por nuestras discordias internas e intestinas, que nos han impedido afianzar la democracia con la tolerancia, que es el clima propicio para la prosperidad de todo un pueblo.

ARIEL.

ITALIA-ESPAÑA

La incomprensión de la Iglesia

Hemos leído en toda la Prensa las noticias enviadas desde Italia en visperas del plebiscito, acerca de la actividad del clero italiano y, sobre todo, de los obispos de ciertas regiones.

Según parece, se han creído en el derecho de intervenir en la contienda política, echando su cuarto a espadas de una manera pública a favor de las soluciones de extrema derecha, incluso amenazando a los fieles con las penas eternas del infierno si caen en la tentación de votar por la República.

Ya es bastante y bien conocido el papel que juega en la lucha política moderna el confesionario y la acción catequista del clero católico. En todas partes y siempre se ha apetido la misma observación. No es un secreto tampoco para nadie que ello contribuye en fuerte medida a mantener vivo el renor de los medios liberales, que llegan a esta conclusión definitiva: la Iglesia no es neutral jamás, no sabe nunca superar la mezquindad de los enconos aldeanos, ni los afaes de poderío temporal.

No es cosa de exagerar las consecuencias profundas que ello tiene en la política interior de cada país; pero, de manera concreta, los españoles sabemos que esta táctica lleva a situaciones dramáticas, como ocurrió en nuestro país durante el siglo XIX ahora últimamente en la guerra civil. Por lo visto, en nuestros pueblos latinos, los bulliciosos y ardientes que los otros, uella intromisión del clero, de la Iglesia, oficial y militante en la política partidista, ga a extremos de violencia y gravedad e a la vista están. Al señalar este caso Italia queremos simplemente recordar que España también la Iglesia hizo y hace misma labor destructora, interviniendo en política del César de turno, y, en muchas ocasiones, la política contra Dios. La Iglesia desarma jamás.

La gravedad del problema español en este momento estriba, en gran parte, en esa misma situación dramática, en la actitud cerril la Iglesia, del clero alto y medio más que el bajo clero rural, y comprobamos con dolor que este mal tiene difícil remedio por su generalidad, cuando vemos que Italia se dan exactamente los mismos fenómenos de cerrilismo y de incomprensión.

si como así, no va a ser la Iglesia capaz de parar la marcha del Mundo.

, si se empeña en tal empresa..., peor

rias innas y cultas.

Consecuencia de ello es que la calificación alcance también a las naciones. A algunas se las considera como verdaderas depositarias de esos altos valores morales cuyos momentos de crisis ponen en peligro a la civilización entera: Inglaterra es el más vivo ejemplo de nuestros tiempos de nación rectora de garantía máxima para Europa y el mundo.

No es ella sola la que merece este crédito de confianza que los mejores espí-

los liberales de España y los de cualquier parte del planeta no aciertan a comprender. No aciertan a comprenderlo — esto es todo — aunque no hayan perdido por ello su fe tradicional en la vieja Inglaterra. Es tan grande el crédito de confianza que ella ha merecido siempre. Los corazones liberales podrán mostrarse a veces impacientes. Lo que no quisieran jamás es tener que sentirse desesperanzados.

Antonio VALMY.

cian los meses de la nueva era social, ¿qué es sino una palabra?... La palabra de un pueblo harto de injusticias que un día avanza y dice: ¡Basta! He aquí toda la gran revolución en una palabra.

Porque intuitivamente saben esto, todos los dictadores acometen con saña contra la palabra y ciegan sus manantiales, segando vidas, o tratan de impedir su curso por medio de la censura. Es su primer cuidado. Porque también lo saben los oprimidos, ponen todo su esfuerzo en liberar ante todo la palabra (la hoja subrepticia, el pasquín, la ocavilla mordaz, la radio y la prensa clandestina).

más hechos ». Hablar es hacer. El Verbo es, en definitiva, acción. « Al principio fué el Verbo ». Y porque el Verbo fué al principio, pudieron ser después todas las cosas.

Repitamos las palabras que el poeta puso en boca de Teresa de Avila:

« Dicen que palabras son — aire y que el aire las lleva — pues a mí, dame... ¡ palabras!... ¡ no conozco mejor siembra! »

Como la santa española, como los atenienses, como Michelet, tengamos amigos míos, para el Verbo, para la Palabra creadora, una cuasi religiosa veneración.

POSTDATA A LA « LERIA » DEL NUMERO ANTERIOR

Corroborando nuestra tesis de las dos « Lerias » anteriormente publicadas queremos traer a colación, para los bondadosos lectores que nos siguen, una anécdota de Pasteur.

En su « Histoire d'un savant » cuenta Vallery-Radot cómo fué encargado Pasteur de estudiar el modo de extinguir la enfermedad del gusano de seda, que amenazaba la vida de una gran industria francesa.

Una de las más altas autoridades científicas de la época, M. Dumas, dijo a Pasteur:

— Tengo el mayor interés en ver la atención de V. consagrada enteramente a este asunto tan importante para nuestro país. La miseria excede a todo lo que pudiera imaginarse.

— Pero considere V. — advirtió Pasteur — que no he tocado jamás un gusano de seda.

— Tanto mejor! — respondió M. Dumas. Tanto mejor que V. no sepa nada sobre el caso, porque así no tendrá Vd. otras ideas que las que surjan de sus propias observaciones.

¡ Magnífica confirmación de nuestro parecer!

Importante reportaje belga

Franco descansa de sus tareas sanguinarias leyendo novelas policíacas

André Guerber, inquieto periodista, acaba de publicar en « Le Face à main », revista ilustrada que ve la luz en Bruselas, un interesante reportaje titulado: « Actividades y vida secreta de Francisco Franco »

FRANCO, APASIONADO LECTOR DE NOVELAS POLICIACAS

Afirma que hoy el « caudillo » puede meditar con tiempo sobre lo que en junio de 1941 él mismo llegó a calificar como « suicidio de su régimen », pues ese era su presentimiento más profundo. Hoy — dice el cronista — España está cubierta de bayonetas. Es como una fortaleza sitiada. En Madrid los policías tienen constantemente el revólver en la mano. En el Palacio de El Pardo los moros montan la guardia y hay uno casi a cada metro.

Franco está enterrado allí. Su famoso « Mercedes Benz », regalo de Hitler, sale raramente. Por la tarde, aparte de algunos partidos de golf, el inquieto dictador se contenta con leer novelas policíacas. Tiene siempre unas sesenta en su biblioteca, tres o cuatro sobre su mesa de despacho. Considera que su principal adversario, si se puede decir, es con la U. R. S. S., Francia, al menos por ahora. Y, además, la historia le ha instruido. Tiene los precedentes de Hitler, desaparecido, y de Mussolini, ahorcado. Así, pues, Franco ha hecho como ellos hicieron: comenzar a colocar en el extranjero sumas cuantiosas, bajo los nombres de diversos individuos, en lo posible que sean reconocidos.

EN BUSCA DE REFUGIO

Sus tres polos de atracción son: Primero, Portugal. Su hermano Nicolás Franco, Embajador en Lisboa, ha colocado en estos últimos tiempos sumas relativamente importantes a nombre de algunos hombres de paja.

Segundo, Irlanda.

Tercero, Argentina. Evidentemente, donde se ha hablado de una posible retirada para el « caudillo ».

En estos países, a los cuales considera más o menos amigos, Franco, en buen dictador también, ha enviado emisarios encargados de encontrarle una retirada.

Creemos poder asegurar que estas gestiones, completamente « oficiosas », han sido emprendidas por un tal Ramón Fernández (es un pseudónimo, y el personaje no tiene nada que ver con el escritor francés del mismo nombre) en Irlanda y en Lisboa.

Irlanda parece haberse negado a « hospitalizar » al dictador español. En Portugal, el gobierno del señor Salazar parece dispuesto a acoger a Franco, pero a condición de que no sea considerado por los Aliados como « criminal de guerra ».

Pero parece ser que, finalmente, Europa no le parece segura ya a Franco, y es hacia el Nuevo Mundo a donde lanza sus miradas.

Hace algún tiempo, uno de sus agentes consulares que se encuentra en la Argentina, le habría hecho llegar a Madrid el

mano de Juan Cooke, ministro de Asuntos Exteriores de Argentina. Parece ser que Perón estaría dispuesto a recibir a Franco. Pero pone dos condiciones:

Primero. — Una declaración pública del « Caudillo » a la Argentina, en donde declararía renunciar a toda actividad política;

Segundo. — La palabra dada por Franco de no salir más del territorio argentino.

EL FRANQUISMO, ORGANIZADOR DEL ESPIONAJE FASCISTA EN FRANCIA

Franco, en cuanto recibió este mensaje, comenzó sus preparativos financieros. Y no estaremos alejados de la verdad declarando que en la hora actual importantes capitales destinados a Franco estarían a punto de pasar a la Argentina.

España, ya lo hemos dicho, es una guarida de agentes nazis de toda especie. Los Aliados han obtenido que algunos sean repatriados. Últimamente, Inglaterra ha pedido a España el despido de su país del alemán Otto Horcher, quien tiene en Madrid un restaurante que es un centro de intrigas nazis.

Horcher tenía antes su establecimiento en Berlín. En su casa se reunían Goering, Roehm y otras personalidades del hitlerismo. Durante la guerra, por permiso de Goering, era la Luftwaffe la que aprovisionaba las cocinas de Otto Horcher de

los países ocupados por Alemania. Cuando el restaurant fué destruido por un bombardeo, Horcher se trasladó a Madrid, donde llegó en 1943.

Dos años antes de la guerra ya Horcher había querido abrir un restaurant en Londres, en el Old Burlington Street. Tenía con él seis servidores alemanes. Pero después de una investigación de la policía salió de Inglaterra. Su caso no es más que un ejemplo, entre otros miles.

La complicidad de la Segunda Bis, policía franquista española, la Gestapo y el S. D. alemán es conocida desde hace largo tiempo por los heroicos franceses que se hicieron detener al intentar pasar la frontera española durante la ocupación alemana, para unirse al general De Gaulle. El campo de Miranda, donde estaban concentrados, era una especie de campo de concentración que, sin ser un Dachau, un Buchenwald o un Auschwitz, era, sin embargo, un lugar de sufrimientos.

Hoy, la Gestapo franquista trabaja para ella misma, y su esfuerzo se intensifica. El mismo día en que era anunciado el cierre de la frontera española, Franco ordenaba a la Segunda Bis que enviase al territorio francés a numerosos españoles, los cuales se harían pasar por republicanos españoles buscando refugio en Francia.

Lo más grave es que estos espías no se desplazan a ciegas a través de Francia. Tienen itinerarios determinados, relesos quizá, complicidades ciertamente

« Caudillo » de un pueblo mártir, Franco, que no quiere abandonar el poder sin haber recibido « honores » de la guerra, continúa conspirando en la hora actual contra la paz del mundo y desafiando a todas las democracias.

Y todas no lo han recogido todavía. »

Mi adversario y amigo RAFAEL SANCHEZ GUERRA

(Viene de la cuarta página)

nueva, abandonó casi totalmente el periodismo para dedicarse a la acción clandestina.

Escribía crónicas para un diario de La Habana y en una de ellas puso, con mucha razón, como no digan dueñas al maurista, amigo del eunocido Goicoechea, conde de Vallediano, porque se había vendido a la Dictadura, a cambio del plato de lentejas de la Alcaldía de Madrid. (Hubo por aquellos años muchos Calvos Sotelos.) Y apenas circuló en España el número del periódico de Cuba donde aparecía su trabajo, Primo de Rivera, furioso, lo metió en la Cárcel Modelo madrileña.

Cuando lo supe le escribí una carta. Decíale en ella que por mi parte estaba olvidado todo, que ya éramos combatientes de la misma justa cruzada, que le ofrecía mi amistad y que me ponía a su disposición para cuanto pudiera serle útil. Me respondió muy cariñosamente. Me remitió, dedicado, uno de sus libros. Y desde entonces fuimos excelentes amigos.

Rafael Sánchez Guerra fué factor de mucha importancia en las batallas antidictatoriales. Estuvo con su padre en Valencia. Marchó a Barcelona, antes de Jaca y Cuatro Vientos, como delegado del Comité Revolucionario y pasó por la amargura de ver que los militares comprometidos se volvían atrás, « rajándose », según la gráfica palabra mexicana. Le persiguieron. Debíó ocultarse. Y al fin, triunfante la República, lo eligieron di-

Figuró, durante la guerra, entre los defensores de Madrid, como oficial, y fué ayudante del coronel Casado. Y cuando entraron los franquistas, por marzo de 1939, lo prendieron y pasó tres años de cárcel. Puesto en libertad condicionada, de nuevo lo encarcelaron y no una sola vez. Pero Rafael Sánchez Guerra ha heredado la firmeza de carácter de su padre. No se doblegó ni se asustó. Y adhirió al movimiento subterráneo. Y se puso en comunicación con el Gobierno General. Y ahora ha ingresado en éste como representante de las Derechas Republicanas.

Es un elemento de indudable valía. Bravo, inteligente, culto, de homraidez absoluta, abnegado, republicano por convicción y temperamento, hará muchísimo en pro de la República que defendemos. Con Ossorio y los ministros vascos, representantes de las clases hispanas que aman el Orden y la Libertad sin extremismos, y que no han capitulado con Falange ni con los militares que la apoyan.

¡ Salud, camarada! ¿ Se acuerda usted de aquel 2 de Noviembre? ¿ Quién iba a decirnos, cuando cruzábamos los aceros, que veintitrés años más tarde, usted estaría en París y sería ministro de un Gobierno republicano español en el destierro y yo viviría exilado en México, pobre, solo, agotando la última luz de mis enfermos ojos en la tarea de escribir artículos y que ambos, pese a una distancia de miles de leguas, fué-

EL NUEVO MINISTRO DE LA REPUBLICA

Mi adversario y amigo Rafael Sánchez Guerra

por Fabián VIDAL

Don Rafael Sánchez Guerra ha pasado clandestinamente la frontera pirenaica, ha llegado a París y ha tomado posesión del cargo de ministro sin cartera del Gobierno republicano español en el exilio. Y esta noticia, que ya esperaba desde hace algunas semanas, ha hecho despertar en mí recuerdos que se remontan a casi veinte y tres años.

Conoció mucho a Don José Sánchez Guerra, padre del nuevo ministro de la República, de nuestra República inmortal, que sigue viviendo en el corazón de la inmensa mayoría de los españoles, porque es el único régimen de España que goza de legitimidad moral y jurídica, según proclamam la lógica, la ética y el Derecho Constitucional que se enseña en todas las Universidades de todos los países liberales del globo. Don José Sánchez Guerra, cordobés, cuñado de Don Antonio Barrero, que fuera jefe de los demócratas monárquicos de Córdoba y ministro de la Gobernación, pudo jactarse, al llegar a los finales de su trabajosa existencia, de haberlo sido todo, salvo rey, en su vieja y asendereada patria. Diputado por Cabra durante muchas legislaturas, director general, subsecretario, varias veces ministro, Gobernador del Banco de España, presidente del Congreso, presidente del Consejo y jefe del partido conservador histórico, tuvo en sus manos, con frecuencia, los destinos de sus connacionales. Y reconozco... ¡ay!... que su obra ministerial y presidencial fué objeto, en numerosas ocasiones, de acres y merecidas censuras. Hombre de carácter enérgico, muy valeroso personalmente, algo arrebatado, hijo de su época, respiraba un ambiente nada favorable para los idealismos y ese ambiente influyó sobre sus acciones y le llevaba adonde, de fijo, no hubiera querido ir. Su actuación cuando la célebre Huelga de Agosto de 1917, dejó huellas dolorosas en la conciencia del pueblo. Y otros actos de la larga gestión pública, también.

Sin embargo, yo abrigué siempre una callada simpatía por Don José Sánchez Guerra, y esa callada simpatía era despertada por su honradez sin mácula. El famoso ardaluz, al comenzar sus actividades oficiales, cerró su bufete de abogado y negóse a defender pleito alguno. Lejos de imitar la conducta de La Cierva y otros célebres tiburones políticos y parlamentarios de la España alfoncina, que siendo letrados mediocres ganaban... vamos al decir... millones de pesetas cada año, aprovechando, cerca de Juzgados y Audiencias y hasta del Tribunal Supremo, su influencia oficial, proyectada sobre la "Gaceta" en todos los trances en que se hacía necesario, resignóse deliberadamente a una honrada pobreza. Y además, pasó por los cargos públicos sin que nadie pudiera acusarle de la más mínima irregularidad administrativa. Sabíase en los centros burocráticos de Madrid y provincias que los cohechadores y mohatrereros, no sólo perderían el tiempo si se

Y el malhadado suelto apareció en la edición de la noche, casi escondido en un rincón de la cuarta página. Yo no lo había visto siquiera. Es imposible que un director de gran periódico pueda verlo todo, por cuidadosa que sea su vigilancia.

Rido un ejemplar de La Voz y leo el corto artículo. Está redactado, desde luego, en estilo algo agresivo. Pero no contiene ninguna imperdonable injuria. Se censura al político, no a la persona.

Y Rafael Sánchez Guerra me escribe que ha leído "la agresión cobarde de que he hecho víctima a su padre", que la recoge personalmente, porque el autor de sus días es un seagenario, que la considera una acción... (aquí un epíteto). Y que se pone a mis órdenes. Es un cartel de desafío en toda regla.

El suelto no está firmado. Yo debo responder de él. Es una de las obligaciones elementales de mi cargo.

Y nombro dos padrinos: el eminente colaborador de "La Voz", Académico de la Lengua, don Eduardo Gómez de Baquero, que hizo ilustre su seudónimo de "Andrenio", y el inteligentísimo redactor don Angel Gallarza, abogado, ateneísta, orador notable, que más tarde había de ser diputado, Fiscal del Supremo, Director de Seguridad y ministro de Gobernación de la República y que hoy vive en México. ¿Lo recuerdo usted, querido Angel?

Les doy instrucciones concretas. Si Rafael Sánchez Guerra no retira pura y simplemente su carta — cosa que no espero — deberán exigirle una reparación por las armas y concertar un duelo en condiciones serias.

Y el día de los Difuntos, 2 de Noviembre, a las cuatro y media de la tarde, nos batimos, tras de una serie de aventuras rocambolescas, pues la policía quiso impedir el lance, sobre la Cancha del Frontón de la Calle de la Aduana. Y en el segundo asalto del duelo, que era a sable-espada, con punta, filo y contrafillo, a todo juego, recibí una estocada que me inutilizó el brazo derecho por cinco semanas y que me hizo sufrir no poco...

No nos reconciliamos en el terreno, a pesar de las excitaciones de los padrinos. (Los suyos fueron el subdirector de "A. B. C.", Alfonso R. Santamaría, y el general Villalba, ex director de la Academia de Infantería de Toledo.) Pero Sánchez Guerra, a los tres días, se informó del estado de mi herida y supe que había elogiado mi conducta en el desafío. Yo se lo agradecí mucho. Bien es cierto que jamás le guardé rencor. Había procedido como debía. Y yo también.

Pasa el tiempo. Rafael Sánchez Guerra, redactor de "A. B. C." cultivaba, amén de la información, el cuento — para el que tenía excelentes disposiciones —, el artículo político y la crítica taurina. (Fué un crítico insobornable). Mas, como su padre se había incorporado a la conspiración de los lla-

LA NOUVELLE ESPAGNE

La fiesta de la victoria no se celebró en España

El « Día de la Victoria » de las Naciones Unidas, ocasión de júbilo para los pueblos libres, no se celebró en España, no pudo celebrarse debido a las severas órdenes prohibitivas circuladas por el Ministerio de Gobernación.

Se impidió todo acto público, intentado con cualquier otro fin, o pretexto que el de esa celebración y fueron reprimidas las manifestaciones de simpatía que se iniciaron en algunas ciudades españolas.

No nos sorprende el hecho. Por el contrario, nos parece perfectamente natural y lógico. La causa cuya victoria se conmemora ese día es nuestra causa, la de los republicanos españoles, que hemos sido precursores y heraldos de los demás pueblos en la lucha por la libertad. La guerra que materialmente perdimos sobre la piel de toro ibérica ha sido ganada después en los campos de Europa. Y todos los equilibrios y falsas posturas que el dictador español adopta ahora para cohonestar su pasada conducta, no bastan para disimular su fascismo esencial, su nazismo entrañable, que se revela y sale a flote en cualquier coyuntura como ésta que ahora comentamos.

Celebrar Franco el « Día de la Victoria » sería tanto como celebrar su propia derrota, el derrumbamiento de todas sus esperanzas, ilusiones y cálculos mal fundados y regocijarse ante su inevitable caída que, por muy zoquete que sea, ve y prevé intuitivamente.

Hasta ahí no va a llegar él. Pedirle eso sería mucho pedir.

En España, en la España de Franco no se celebró el « Día de la Victoria ».

¿ Por qué admirarse ?

Es lo natural, y desde el punto de vista del dictador y de los suyos, es lo humano.

PARA QUE SE ENTEREN LAS NACIONES UNIDAS

RENOVACION DEL CONSEJO NACIONAL DE FALANGE

El boletín oficial de Franco del 2 de mayo último, publica un decreto con la denominación de los nuevos miembros del cuarto Consejo Nacional de Falange. En virtud del artículo 2º fija el número de Consejeros. Entre los miembros de derecho se hallan todos los falangistas que han sido Jefes de Administración del Estado o de la Falange, en particular los ex-ministros del partido y secretarios generales del mismo, señores Serrano Suñer y José Luis Arrese.

Han sido también nombrados los delegados nacionales de diferentes servicios de la Falange y los jefes provinciales del partido de Madrid, Barcelona, Sevilla, Valencia, Bilbao y Málaga. Los nuevos consejeros han prestado juramento el día 6 de mayo, en el palacio de El Pardo, delante del « Caudillo », en el curso de una ceremonia llena de formulismos protocolarios.

Como vemos, la Falange no sólo no ha sido disuelta, sino que ha sido reorganizado el Consejo Nacional, que deberá reunirse el 17 de julio próximo, — como hace anualmente — para tratar de los asuntos siguientes : 1º, Líneas principales de la estructura del « movimiento » ; 2º, líneas generales de la estructuración del Estado español ; 3º organización sindical, y 4º, las grandes cuestiones nacionales y de orden internacional.

Con ello vemos cómo sigue estructurado el régimen de Franco. Un estado fascista como cualquier otro. Como lo fueron los de Hitler y Mussolini. No hay otra libertad que la libertad de Falange, ni otra estructuración que tratar que el corporativismo del fascismo italiano. La Falange interviene en todo. El Estado español se halla sumido a la voluntad del partido único. Ese partido único se inmiscuye en todas las cuestiones españolas, lo mismo nacionales que de orden internacional.

Esta es la única democracia de Franco. Partido único, Estado corporativista, anuladas todas las libertades ciudadanas, una prensa al servicio de la

BURLA BURLANDO

ENTREMESSES

Las Cortes del Caudillo, esas Cortes que ven, oyen y callan y ante las cuales sólo Franco habla, son objeto de chanza por todo el pueblo español.

Los madrileños, con su gracia peculiar, las han colocado bajo el patronato del héroe del Callao.

Y diz que en los muros de Cámara figuran estas inscripciones :

« En boca cerrada no entran moscas. »

« Al buen callar llaman Sancho. »

« No hay mejor palabra que la que está por decir. »

Y otras por el estilo.

Además ya está bautizada esa legión de parlamentarios discretos.

A tales Cortes, vivero de estadistas campanudos, el pueblo, siempre certero, les ha puesto este letrero :
« Colegio de sordo-mudos ».

VALOR

« En el anfiteatro de la Facultad de Medicina de Barcelona, tuvo lugar la clausura de los Cursos de Invierno con un gran acto organizado por el Sindicato Español Universitario. El Coronel Jefe (textual) del Sindicato y de las Milicias Universitarias, Francisco Muz, presidió la ceremonia, pronunciando una conferencia sobre el valor, que ha sido muy aplaudida ».

He aquí uno de los productos de la democracia orgánica : Un Coronel jefe del Sindicato de las Milicias Universitarias.... ¿ Han visto ustedes ?....

Coronel, Jefe, Doctor
Miliciano, Profesor
Sindical ?... ; Mezcla inaudita !
Disertó sobre el valor....
Me parece muy bien por....
que ; valor se necesita !

SINTAXIS

Leemos en un periódico de Navarra esta convocatoria :

« La Juventud Católica cuyos afiliados, o no actualmente, hayan pertenecido o pertenezcan a la Falange en calidad de tales, se les convoca el domingo a una reunión, etc. »

Ante sintaxis tan ática
gime la musa bucólica :
¿ Qué mal andan de Gramática
en la Juventud Católica !

SANTIAGO

De otro periódico :

« El próximo mes de junio, el Ministro del Aire inaugurará en Santiago de Compostela el primer servicio aéreo regular Santiago de Compostela-Madrid. Con este motivo, el Ministro recibirá las insignias de Hermano Mayor de la Archicofradía del Apóstol Santiago ».

Sabemos que el Hijo del Trueno y heroico vencedor de Clavijo contra los sarracenos no está muy conforme con estos halagos y adulaciones :

— : A mí que no me vengas con historias, mientras haya Guardia Mora y Regulares en

¡ Improcedente el halago de hacer gracias a Santiago cuando hay moros en la costa !

CLARIDAD

En Caracas, treinta mil obreros venezolanos enviaron un telegrama al Consejo de Seguridad, pidiéndole que termine con el caso Franco, « liquidando un régimen dictatorial y opresor, cuya continuidad significa un mentís a todas las resoluciones democráticas de las Naciones Unidas ».

Eso es hablar alto y claro.

Caracas, la tierra del buen chocolate, merece un franco elogio por su telegrama, corroboración de un viejo dicho castellano :

Si en el despacho reparas,
en Caracas dicen eso :
Sin antifaces las caras !
Señores : « las cosas claras » ;...
pero el chocolate espeso !

PROTESTA

La « democracia orgánica » de Franco es un hallazgo que está alcanzando un éxito magnífico. Ya las gentes cantan parodiando la copla de « La Marsellesa » :

« La democracia orgánica
proclamó en alta voz,
y al que reclame el voto
le llevo al paredón ! »

Pues bien ; a un representante de esta democracia acaban de darle un buen meneo los brasileños.

Ved aquí la noticia :

« Rio de Janeiro. — Una importante protesta llevada a cabo por los obreros portuarios, ha impedido el desembarco en esta bahía, del nuevo Embajador franquista en el Brasil, Sr. Torres Moreno que, procedente de España, viajaba en el « Manuel Arnús ».

En Rio han armado un lío de padre y muy señor mío, protestando contra Franco.
y oyendo aquel griterío,
Moreno se puso blanco !

NEBRIJA

Un reciente comentario radiofónico de Radio Nacional de España fué dedicado al V Centenario de Antonio de Nebrija. « El ilustre gramático español — dijo el comentarista — estableció las bases de la gramática de nuestra LENGUA IMPERIAL, marcando un momento de plenitud española. « Para mejor HONORARLE — continuó —, nuestro deber de españoles, atentos a la voz del « Caudillo » es sentirnos discípulos del gran Nebrija y emular sus gestas en todos los aspectos de la vida nacional ».

Un émulo de Nebrija empezaría por HONORARLE en vez de HONORARLE, que es un galicismo como una casa.

Conformes con la prolija loa de ese veterano.
Hoy, como ayer, Nebrija

da pobreza. Y además, paso por los cargos públicos sin que nadie pudiera acusarle de la más mínima irregularidad administrativa. Sabíase en los centros burocráticos de Madrid y provincias que los cohechadores y mohatrerros, no sólo perderían el tiempo si se aproximaban a Sánchez Guerra para tentarle con ofertas, sino que recibirían agria repulsa y aun se exponían a sanciones severísimas. Y el hombre que había ocupado los más elevados puestos de la Gobernación de su país, vivía, ya anciano, en uno de los últimos pisos de una casa sin ascensor, subiéndolo y bajándolo por las escaleras varias veces cada día e imponiendo a su cansado cuerpo un esfuerzo excesivo, fatal para su salud, ya precaria. Y no tenía automóvil propio. Ni villa donde pasar las temporadas veraniegas. Y sus hijos debían trabajar a diario, como si hubieran sido hijos de pequeños burgueses...

Esta probidad rigurosa, esta admirable honestidad de vida, bastaban para que yo, periodista de izquierdas, perdonara, en el fondo de mi alma, sus errores de gobernante y aun hallara razones para excusarlos. Pero yo sabía, además, que Sánchez Guerra no era cortésano, como no lo fué tampoco Don Antonio Maura. Al lado de los Manolos, Alvaros y Eduardos, aparecía severo y grave, pronto a la réplica obligadamente cortés, más categórica que dura de intención, dispuesto, en todo instante, a tirar por la ventana su cartera y su presidencia.

Y hubo en su vida pública dos episodios señaladísimos: la destitución del monstruo venésico Martínez Anido de su virreinato barcelonés y su heroica y larga lucha, luego del 13 de Septiembre, en pro de la vuelta a la legalidad constitucional, pisoteada por el Borbón con cinica osadía.

Y, sin embargo, yo me batí con su hijo Rafael, en noviembre de 1923 y recibí, de su espada, una herida de importancia.

31 de Octubre del año del Golpe de Estado septembrino. Llego a la redacción. Hablo con el redactor jefe, Javier Bueno. Me dirijo luego a mi despacho directorial de La Voz. Llamo al secretario. Y comienzo a abrir el correo. Y atrae mi atención una carta, con sobre escrito a mano, donde hay estas líneas: "Muy personal".

La abro. La leo. Y vuelvo a leerla, porque no entiendo bien...

—Diga al redactor-jefe que haga el favor de venir... — ordeno al secretario.

Llega presuroso Javier Bueno.

—Vea esto y acláreme...

Javier lee:

—Ah, sí!; El suelto que hizo Artigas!...

Y me explica lo ocurrido. Como recordarán algunos de ustedes, lectores, Sánchez Guerra, la última vez que desempeñó la presidencia del Consejo, vióse enfrentado con una huelga de funcionarios de Correos. Y disolvió el Cuerpo. Y admitió más tarde a todos los huelguistas, menos a los nueve miembros del Comité que había dirigido el movimiento y que perdieron sus destinos.

Y esos nueve cesantes, cuando vieron hecha trizas la Constitución, creyeron que el Dictador todopoderoso podría volverles al escalafón de Comunicaciones, con todos sus derechos antiguos. Y recorrieron las redacciones de los periódicos. Y el día antes habían estado en La Voz...

Preguntaron por mí. Yo había salido. El redactor-jefe ordenó al compañero Don Benito Artigas Arpón, luego diputado republicano por Soria — y que años después había de reemplazarle en el cargo — recibiera a los funcionarios y que hiciera un suelto donde se apoyase su reclamación legítima.

Artigas escribió un par de cuartillas y se las dio a Javier Bueno, que las repasó distraídamente y las mandó a la imprenta, después de ponerles un título anodino.

dactor de "A. B. C." cultivaba, amén de la información, el cuento — para el que tenía excelentes disposiciones —, el artículo político y la crítica taurina. (Fué un crítico insobornable). Mas, como su padre se había incorporado a la conspiración de los llamados constitucionalistas, con Romanones, Melquiades Álvarez, Alcalá Zamora y Villaverde... (Sigue en la página tercera).

FRANCO EL APOSTATA

El pueblo español es el Cristo crucificado

FRANCO no quiere que le llamen dictador. Pretende que le llamen «demócrata cristiano». Ahora todo el mundo quiere ser demócrata. Se ha puesto de moda esto de la democracia, para que sirva de disfraz a los dictadores. Ayer todos buscaban una palabreja que tuviese una nomenclatura semejante al fascismo. Pero «¡o, tempora, o, mores!» las cosas han cambiado. El rey quiso llamarse republicano cuando vió que perdía la corona. Y así siempre...

Pero las cosas son como son y no como algunos quisieran que fuesen. El curso de la historia es uno y nadie puede cambiarlo. Y la historia está hecha de historia, es decir, de hechos, de realidades, así como de instituciones y de organismos. Podemos hacer otra historia? No. La historia es una y única y como tal hay que tomarla. Lo otro es querer burlarse de la historia o quererla desfigurar. La historia es la forma real de los hechos vividos.

EL pasado histórico establece el presente. Franco puede llamarse «demócrata», pero ¿y su pasado? ¿Y su actuación presente? El futuro no puede ser más que la consecuencia de esta doble cualidad. El catolicismo — que quiere decir universalidad y Franco no lo es — que él invoca como una institución — Iglesia —, que abarca la totalidad del cristianismo, es un catolicismo que por su actuación se halla muy lejos del sentimiento evangélico del propio cristianismo. No puede ser cristiano el régimen de Franco, no sólo porque ha ultrajado la personalidad humana, sino porque la ha negado. Todo católico español que ame el espíritu de Cristo no puede aceptar el «catolicismo» falangista que representa Franco. Cristo nunca hubiera podido aceptar el falangismo franquista por su falta de humanidad, de perdón y caridad cristiana. Franco, frente al Cristo evangélico, sólo puede compararse al gran inquisidor que nos habla Dostoievski. El Cristo de la libertad humana ha sido negado por el practicismo inquisitorial de Falange. Este practicismo se halla más cerca del «Mein Kampf» de Hitler, que del espíritu evangélico del sermón de la Montaña.

Estado español se halla sumido a la voluntad del partido único. Ese partido único se inmiscuye en todas las cuestiones españolas, lo mismo nacionales que de orden internacional.

Esta es la única democracia de Franco. Partido único, Estado corporativista, anuladas todas las libertades ciudadanas, una prensa al servicio de la Falange y una política afecta al interés de éste. Con todos los refinamientos de la crueldad de la represión alemana.

Así da gusto llamarse «demócrata».

FRANCO no ha sabido perdonar. Franco no ha perdonado. Franco ha tenido la venganza y la delación como únicas armas de su «generosidad». No ha sabido — ni puede — comprender el alma religiosa del pueblo español. Esta es católica — porque es universal —, ya que ha sido siempre evangélica y como católica, universal, por su misticismo, y amante del perdón y de todo sacrificio. Frente a este pueblo evangélico se ha levantado el sumo pontífice de Franco. Los escribas y fariseos de la antigua ley inquisitorial le han servido y han levantado el brazo a la romana en signo de acatamiento al anticristo fascista y al superhombre

nietzscheano, que ha creado el endiosamiento de los dictadores que han negado la verdadera ley evangélica.

Franco quiere auparse ahora en el espíritu cristiano para aparecer ante el mundo como demócrata cristiano. La democracia cristiana no puede ser invocada — y menos representada — por el espíritu totalitario de la Falange, que Franco ha reconstituido dentro del Estado español, como un sentimiento anticristiano opuesto al espíritu del verdadero creyente español. El totalitarismo — la intransigencia — no puede ser jamás la tolerancia del Cristo de las parábolas que bebía el agua en el cántaro de la Samaritana y perdonaba a la mujer adúltera. Franco ha ultrajado a la mujer española al hacerle beber la «cicuta» del ricino y ha expoliado su cabellera. Al español — ese español católico y cristiano — le ha ofendido en lo más esencial de su temperamento: su amor a la libertad, a su libre albedrío, a su conciencia. Franco sólo le ha otorgado — como buen inquisidor — la cárcel, los campos de concentración y el piquete de ejecución.

REGIMEN ILEGAL Y FASCISTA, SATELITE DE HITLER Y DE MUSOLINI, INICIADOR DE LA GUERRA INTERNACIONAL, COBIJO DEL FASCISMO SUPERVIVIENTE, INSTRUMENTO PARA OTRA GUERRA DE AGRESION Y PELIGRO LATENTE PARA LA PAZ, TALES SON LAS CONCLUSIONES ADOPTADAS POR UNANIMIDAD POR EL SUBCOMITE DE SEGURIDAD DE LA O. N. U. — Y AHORA, ¿QUE?



El señor Giral, en su viaje a Londres, acompañado de algunas personalidades, entre las cuales se encontraba la duquesa de Atholl, gran amiga de la República española.

vencedor de Clavijo contra los salagueros está muy conforme con estos halagos y adulaciones:

— ¡A mí que no me vengan con historias, mientras haya Guardia Mora y Regulares en la Península!

Para el Santo es un mal trago que de él abusen apostas.

galicismo como una casa.

Conformes con la prolija loa de ese veterano. Hay que honrar a Nebrija y... ¡escribir en castellano!

CLAUDILLO.

SIGNO DE TRIUNFO INGLATERRA REACCIONA EN FAVOR DE LA DEMOCRACIA ESPAÑOLA

En anteriores números hemos registrado y comentado el sintomático cambio de actitud operado por la B. B. C. en sus emisiones en lengua española, cambio de actitud que se traduce en una mayor claridad de expresión al enjuiciar la política franquista, abandonando las ambigüedades de otras veces y el empleo abusivo de la metáfora para condenar a un régimen que jamás ha merecido la simpatía de los británicos, ni aun la de los británicos más enemigos del liberalismo.

La charla que el cronista oficial, Gerald Brenner, ha dedicado al gobierno de Franco en una de las últimas emisiones, es bien significativa a este respecto.

Después de recordar las características fascistas del gobierno franquista que, manteniéndose por la fuerza establece una profunda división entre los españoles, constituyendo un foco de probables y profundas convulsiones, dice:

«¿Cuál será el final? ¿A dónde va el gobierno de Franco? Al mantener dividida a España en dos núcleos hostiles, contrae una grave responsabilidad y un riesgo. Esto nos conduce de nuevo a tratar sobre el conjunto general de la política británica.

«No está lejano el día en que el Gobierno de Inglaterra se verá obligado a tomar energicas medidas, aun en contra de su voluntad, pero obediendo a la exigencia de las circunstancias, en interés de la paz del mundo.

Es igualmente confortador para los republicanos españoles poder consignar en su integridad las nobles palabras de adhesión a nuestra causa pronunciadas en el Congreso del Partido Socialista, celebrado en Toulouse, por el diputado laborista Mr. Noel Baker: «El mundo — dijo — es incapaz de contener al mismo tiempo al Partido Laborista y a Franco. Cuando el Partido Laborista británico se reúna dentro de pocos días (el 9 de junio en Bournemouth) en Asamblea, se ocupará decididamente de sustituir la dictadura de Franco, no por otra dictadura, sino por un régimen de libertad democrática.»

«Ha terminado el periodo de las promesas, primero porque ahora se conoce la verdad: segundo, porque los españoles ya están cansados de promesas sin resultados positivos; por ello es llegado el momento de las acciones. La lucha socialista inglesa es la misma que la lucha socialista española, y por ello, en estrecha colaboración con nuestros camaradas socialistas españoles, lucharemos para exterminar el franquismo español, pues considero que el mundo no es tan grande para que en él existan Democracia y Tiranía».